

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 6 décembre 2022

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°140-2022 EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES PREVISIBLES DU SDIS POUR 2023

Le 6 décembre 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre des congrès de Haute-Saintonge à Jonzac, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 9 novembre 2022

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BLANC, BOTTON, CABRI, DE ROFFIGNAC, DUGUE, GRENON, GUILLEN, NASSIVET, SOULISSE, TAUPIN.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	11
	présents :	12

Membres ayant voix consultative :

Mesdames et Messieurs : la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, le contrôleur général MARCAILLOU, le colonel JOUANNE le médecin-chef AUDFRAY, le sergent BENOIST, le capitaine DUMILLARD, le lieutenant LARGE, la sergente-chef PRIOUR.

Assistaient également :

Mesdames et Messieurs : GUIMBERTEAU, les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement.

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs : le Préfet, le Payeur départemental, BARRAUD, BARUSSEAU, BAUDON, BESSON, CAMPODARVE, CHEDOUTEAUD, DESPREZ, DUCROCQ, GODINEAU, GRAU, GUEGO, LABARRIERE, le Sénateur LAURENT, LIGONNIERE, MARCILLY, MERCIER, PAPINEAU, PINAUD, PONS, PROTEAU, RAFFARIN, SUEUR, VILLAUTREIX, l'adjudant-chef RUCHAUD, VIC.

EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES CHARGES PREVISIBLES DU SDIS POUR 2023

Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1424-35 et R. 1424-32,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

I) CONTEXTE GENERAL DE 2022

Le maintien d'une capacité opérationnelle adaptée aux risques du département tout en assurant une volonté partagée avec le Département de maîtrise des dépenses constitue l'objectif principal du SDIS. Par voie de conséquence, au regard du plafonnement des contributions communales à l'indice des prix à la consommation, les dépenses du SDIS sont très majoritairement dépendantes des financements attribués par le Département.

En vertu du premier alinéa de l'article L. 1424-35 du CGCT, *« la contribution du département au budget du service départemental d'incendie et de secours est fixée, chaque année, par une délibération du conseil départemental au vu du rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du service au cours de l'année à venir, adopté par le conseil d'administration de celui-ci ».*

A cela s'ajoute l'obligation plus générale pour le Conseil d'administration, en vertu de l'alinéa 1^{er} de l'article R.1424-32, de délibérer, jusqu'au 15 décembre de l'année qui précède l'exercice, sur le montant prévisionnel des recettes du SDIS, sous peine de le voir limité au montant de l'ensemble des contributions constatées dans le dernier compte administratif connu, *« corrigé par l'évolution, à cette date, du dernier indice INSEE de la moyenne annuelle des prix à la consommation et augmenté des dépenses liées au glissement vieillesse-technicité ».*

En lien avec le contexte décliné ci-dessous, les éléments d'informations utiles au vote de la contribution 2023 du Département, principal contributeur du SDIS sont présentés ci-après.

En matière opérationnelle, au 31 octobre 2022, le SDIS 17 a effectué 43 601 interventions hors zones de baignade (47 514 au total), contre 40 008 à la même date en 2021 (44 082 au total), soit + 9 % d'interventions hors zones de baignades et + 7,78% au total.

2022 a donc constitué une année exceptionnelle en matière d'activité opérationnelle.

Dans le détail, cette suractivité se décompose notamment comme suit, du 1^{er} janvier au 31 octobre 2022 :

- secours à personne (SUAP) : 34 058 interventions contre 30 690 sur la même période en 2021, soit + 11% ;
- opérations diverses : 3 914 interventions contre 3 568 sur la même période en 2021, soit - 8,8 % ;
- incendies dans le département 2 610 interventions contre 2 168 sur la même période en 2021, soit + 20,4 % ;
- zones de baignade : 3 913 interventions contre 4 074 sur la même période en 2021, soit - 4 %.

Le SDIS a également été confronté en 2022 à deux événements majeurs :

- l'incendie de Clérac au 1^{er} trimestre qui a vu l'engagement de nombreux moyens ;
- et surtout les incendies tout au long de l'été (de juin à septembre), qui ont nécessité l'engagement de moyens considérables, le SDIS17 ayant été le plus gros contributeur en termes de renforts.

Près de 1 000 équivalents hommes se sont ainsi rendus en Gironde et 24 véhicules de lutte contre l'incendie.

Ces renforts ont occasionné des dépenses diverses : indemnités versées, dépenses de carburants et de péages, dépenses de réparations des véhicules et matériels endommagés sur le front des incendies.

De fait, le versement des indemnités, par exemple pour le mois de juillet 2022 (versé en août) s'est élevé à 916 000 € contre 643 000 € en 2021 pour le même mois.

Il est à noter que ces dépenses, dont le SDIS a effectué l'avance, seront remboursées par l'Etat à hauteur d'environ 330 000 € dans les mois à venir.

S'agissant des charges de personnel, comme l'ensemble des collectivités, l'établissement public a dû absorber l'augmentation de +3,5% du point d'indice accordé pour toutes les fonctions publiques, pour un montant, en 2022 de 532 000 € sur 6 mois (juillet à décembre).

Cette hausse massive s'est ajoutée au traditionnel Glissement Vieillesse Technicité (GVT) et aux orientations locales.

La suractivité en matière opérationnelle, par la mobilisation accrue des sapeurs-pompiers volontaires qu'elle entraîne, a contraint l'établissement public à majorer le budget des indemnités de SPV de 872 000 € lors de la décision modificative de novembre.

Par ailleurs, en 2022, les augmentations sur l'ensemble des postes de dépenses contraintes les plus importants pour SDIS se sont encore accélérés, avec un effet cumulatif lié à l'activité opérationnelle très supérieure.

Il a ainsi fallu abonder lors des décisions modificatives :

- le budget carburant de 315 000 € par rapport au budget primitif ;
- le budget énergie – électricité de 96 000 € par rapport au budget primitif ;
- le budget relatif au chauffage urbain de 35 000 € par rapport au budget primitif.

Parallèlement, le SDIS a dû puiser dans ses ressources propres les crédits nécessaires pour faire face à la suractivité opérationnelle : en matière de petits équipements, de matériels et produits pharmaceutiques, de réparations des véhicules...

Enfin, en matière d'investissements, les augmentations constatées dans les différents secteurs d'activités (construction, industrie automobile,...) ont renchéri d'autant les montants des marchés passés.

II) LA SITUATION BUDGETAIRE 2022

En 2022, le Département a octroyé au SDIS 36,292 M€ au titre de sa contribution, dans le cadre du vote de son Budget Primitif (BP). Afin que le SDIS puisse faire face aux dépenses ci-dessus exposées, une contribution complémentaire de 1,2 M€ a dû être appelée, portant la contribution globale du Département à 37,492 M€.

A) Budget principal

1- Section de fonctionnement

Ce rapport étant préparé dans le courant du mois de novembre, les éléments présentés sont arrêtés au 23 novembre 2022 (en intégrant les modifications de la décision modificative). A date, la réalisation des recettes et l'exécution des dépenses sont les suivantes :

- **recettes réelles** : le taux de réalisation s'établit à 97,7 % ;
- **dépenses réelles** : le taux de réalisation s'établit à 90,3 %.

Compte tenu de la suractivité opérationnelle constante, des incendies estivaux, le budget dédié aux sapeurs-pompiers volontaires est en hausse, notamment en ce qui concerne les indemnités versées en 2022, et s'élèverait prévisionnellement, au global à 8,512 M€ (contre 8,262 M€ réalisés au global en 2021).

Comme indiqué ci-dessus, les surcoûts correspondent notamment aux diverses interventions, en particulier aux feux de l'été, ainsi qu'aux augmentations annuelles réglementaires.

NB : l'allocation de vétéran et la Nouvelle Prestation de Fidélisation et de Reconnaissance (NPFR) devraient s'établir à 0,690 M€ en 2022.

S'agissant des crédits budgétés pour les personnels permanents, ils s'établiraient pour l'heure à 35,273 M€, en 1^{er} lieu en raison du relèvement du point d'indice.

Les prévisions des charges à caractère général au budget primitif du budget principal 2022 ont du faire l'objet d'un réajustement lors de la décision modificative n°2 en novembre 2022, afin de couvrir les dépenses décrites ci-dessus (carburants, énergies, petits matériels, réparations diverses).

Le taux de réalisation au chapitre des charges à caractère général se situe au 23 novembre 2022 à 89 % des crédits budgétés (9,130 M€).

Depuis le déclenchement du conflit ukrainien, dans un contexte de fortes tensions internationales, les taux d'intérêts sur les marchés ont considérablement augmenté (+80 points de base) et sont devenus extrêmement volatils.

Le SDIS garde dans son encours de dette quatre emprunts à taux variables, affectés par cette hausse. Malgré tout, les intérêts d'emprunts resteront stables en 2022 par rapport à 2021, à hauteur de 0,300 M€. Dans le contexte général de taux d'intérêts en forte hausse (autour de 2,5 à 3% contre 0,50% en taux fixe sur 15 ans en 2021) le SDIS a réussi à minorer son emprunt d'équilibre à 1,320 M€ contre 2,023 M€ initialement prévu au budget primitif.

Cette minoration provient essentiellement des décalages d'opérations en raison du contexte précité, ayant entraîné des retards importants dans la passation des différents marchés (de construction, d'acquisitions de véhicules...), pour un montant d'environ 1,626 M€.

Les recettes de formations assurées par le SDIS en 2022 resteront très vraisemblablement conformes aux prévisions budgétaires (0,150 M€).

Les facturations d'opérations (ascensoristes, levées de doutes, réquisitions SAMU ...) ont connu des évolutions importantes en 2022.

Dans un contexte jurisprudentiel de plus en plus défavorable aux SDIS il a été décidé lors du CASDIS de juin d'abandonner la facturation des levées de doutes pour téléassistance et alarmes incendies, en raisons des très nombreux contentieux générés par les titres de recettes correspondants.

Dans le même temps, la résolution des difficultés d'encaissement des recettes liées aux opérations à la demande du SAMU a permis de rattraper les sommes dues au titre des années 2020 et 2021 pour un montant total de 0,140 M€.

Une nouvelle convention a été conclue sur cette question avec le CH de La Rochelle, courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Au 23 novembre, 0,032 M€ ont été perçus au titre de ces opérations, pour la période courant de janvier à avril 2022.

Parallèlement, la révision du tarif des carences ambulancières, passant de 124 € par carence en 2021 à 200 € par carence en 2022, pourrait entraîner une hausse marquée des recettes liées à des transports, étant entendu que 0,180 M€ ont été mandatés pour la période allant de janvier à avril 2022.

Toutefois, cette hausse pourrait être contrebalancée par une moindre sollicitation du SDIS au titre des carences avec la mise en œuvre de la réforme des Transports Sanitaires Urgents (TSU) à partir du 1^{er} octobre dans le département, ce qui brouille pour l'instant la visibilité sur ces recettes, pour la fin de l'exercice et pour l'année 2023.

En ce qui concerne les interventions sur le réseau autoroutier, le taux de réalisation des prévisions du BP devrait approcher 100 % des prévisions d'ici fin 2022.

Par ailleurs, il convient de noter qu'en raison des dispositions réglementaires relatives aux marchés publics prises dans le cadre de la crise sanitaire (circulaire du ministère de l'économie et des finances de juillet 2021), le SDIS a dû accorder des remises gracieuses à certaines entreprises l'ayant demandé, pour un montant de 0,023 M€, et accepter des révisions de prix qui ont entraîné un renchérissement des marchés et achats publics.

Quant au Fond de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) lié aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie, la recette s'établit à 0,027 M€.

De façon globale, le contexte général, national et international, a considérablement complexifié le pilotage budgétaire et financier du SDIS. L'année 2023 ne devrait pas voir un retour à la normale.

2. Section d'investissement

Concernant les dépenses :

Les circonstances économiques nationales et internationales ont entraîné des modifications substantielles dans la réalisation des investissements, impactant notamment les projets sous la forme d'autorisations de programmes :

- 0,465 M€ de crédits ont dû être retirés de l'opération matériels roulants d'incendie et de secours ;
- 0,309 M€ de crédits ont dû être retirés de l'opération de rationalisation du CFIS ;
- 0,641 M€ de crédits ont dû être retirés de l'opération CTA CODIS ;
- 0,055 M€ de crédits ont dû être retirés de l'opération numérique opérationnel ;
- 0,120 M€ de crédits ont dû être retirés de l'opération relative au mobilier des casernes neuves.

En revanche, dans l'attente de la stabilisation du nouveau « règlement habillement » concernant les tenues de feu, une majoration de 0,109 M€ est intervenue sur l'opération équipements et matériels non roulants afin d'intégrer des achats complémentaires de tenue de feux sur l'exercice 2022 et de mettre en œuvre la préparation et la gestion de la période de transition, imposée par ce nouveau règlement d'habillement, dans les meilleures conditions.

Les principales dépenses financières concernent l'annuité de la dette qui s'établira à 2,373 M€ (2,237 M€ en 2021) en fin d'année.

Concernant les recettes :

- le montant du FCTVA à percevoir s'élève en 2022 à 1,403 M€ (contre 0,917 M€ au CA 2021) ;
- la dotation brute aux amortissements atteint 6,918 M€ contre (6,779 M€ en 2021) ;
- un montant total d'emprunt de 1,320 M€ est souscrit cette année pour l'acquisition de véhicules.

3. Perspectives budgétaires de fin d'année

Les données ci-après sont indiquées dans un souci de transparence de présentation budgétaire et financière. Cependant, compte tenu des nombreuses incertitudes pesant sur l'exécution budgétaire jusqu'à la fin de l'exercice, elles doivent être considérées à date et connaîtront certainement des évolutions d'ici fin 2022.

L'encours de dette (autour de 23,210 M€ au 31 décembre 2021) s'élèvera à environ 22,153 M€ en fin d'exercice.

Une hypothèse de résultat de fonctionnement **peut provisoirement être estimée à environ 0,400 M€.**

B) Budget annexe du centre de secours des zones de baignade

En 2022, le budget annexe relatif à la surveillance des zones de baignade, budgété à hauteur de 2,013 M€ en fonctionnement, présente les caractéristiques suivantes :

- les recettes issues des formations des sauveteurs s'établissent à 0,090 M€ (+ 5 000 € par rapport aux prévisions) ;
- la facturation du dispositif mis en place par le centre de secours des zones de baignades pour l'ensemble des collectivités bénéficiaires engendre des recettes de 1,671 M€ contre 1,485 M€ en 2021 ;
- en dépenses, l'exécution conforme devrait permettre le respect des engagements pris avec une subvention du budget principal réduite à 0,052 M€, suffisante pour équilibrer le budget annexe contre 0,225 M€ en 2021, l'écart tenant à la mise en œuvre des dispositions financières des nouvelles conventions conclues avec les collectivités.

III) PERSPECTIVES POUR 2023

A) Budget principal

Les ajustements opérés lors de la décision modificative n°2 du budget principal ont constaté de fortes augmentations des dépenses contraintes (carburants, énergies, matières 1^{ères}, ...).

Au vu du contexte, ces augmentations devront être répercutées en 2023 sur le chapitre des charges à caractère général.

La revalorisation des charges à caractère général en fonctionnement, une évolution mécanique de la masse salariale en raison de l'augmentation du point d'indice mi 2022, le dynamisme des recettes extérieures autres que la contribution du Département (recettes issues des communes et EPCI, indexées sur le taux d'inflation), la poursuite de la rationalisation des investissements grâce à de nouvelles autorisations de programmes et le développement du plan pluriannuel d'investissement, dans un contexte toujours aussi fluctuant et incertain, caractérisent ce nouvel exercice budgétaire.

1. Section de fonctionnement

Concernant les recettes :

Pour l'année 2023, sur la base de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation – Base 2015 – Ensemble des ménages – France - Ensemble hors tabac, identifiant 001763852, entre août 2021 (106,21) et août 2022 (112,63), le montant de la contribution globale est augmenté de +6,0 %.

Le montant global 2023 des contributions des communes et groupements est donc déterminé comme suit : 19 118 696,45 € (montant 2022) + 1 147 121,79 € (hausse de +6,0 %) soit 20 265 818,24 € (19 118 696 € en 2022 avec une inflation à +1,8%).

Sur la base d'une estimation prudente, les autres recettes proviendront principalement de la formation (0,140 M€), de la facturation des interventions payantes dont le volume peu prévisible évolue en fonction de la conjoncture et des recettes prévues au titre des carences pour indisponibilités des ambulances privées (0,300 M€), au titre des opérations à la demande du SAMU (prévision de recette de 0,070 M€ pour 2023).

S'il reste difficile d'estimer précisément, à ce jour, le solde définitif d'exécution de la section de fonctionnement, les premières projections laissent envisager un résultat de fonctionnement d'environ 0,400 M€.

Concernant les dépenses :

Les dépenses de fonctionnement au titre des charges à caractère général (chapitre 011) devraient connaître des évolutions contrastées en 2023, après une forte hausse en 2022. Il convient en effet de s'attendre à de fortes hausses sur certains postes contraints du fait d'augmentations extrêmement importantes sur des postes tels que les carburants (1,400 M€ prévus au BP 2023 contre 0,960 M€ au BP 2022), l'énergie et l'ensemble des matières premières (jusqu'à +50% pour certains métaux).

Afin d'assurer le fonctionnement courant de l'établissement public, les crédits affectés aux charges à caractère général devraient être abondés à hauteur d'environ de l'ordre de 4 à 5 % par rapport aux crédits budgétés en 2022, soit environ 9,377 M€.

Concernant les charges de personnel, de multiples facteurs induisent une prévision de leur accroissement mécanique, tant au titre des personnels permanents que pour les sapeurs-pompiers volontaires :

- l'augmentation de la valeur du point en 2022 dont le coût en année pleine est estimé à +1,1 M€ ;
 - le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) : évolution de la pyramide des âges au sein du SDIS, avancements d'échelon, de grades, promotions internes ;
 - la poursuite du recours à des CDD ;
 - les effets reports des créations de poste 2022 ;
 - les frais de recrutements et de remboursements élevés lors des recrutements par mobilité externe.
- Toutefois, l'organisation par le SDIS17 d'un concours de sergent à compter de 2022 permettra de minorer ces frais lors des recrutements de sapeurs-pompiers de ce grade ;
- les conséquences de la loi Matras : revalorisation des indemnités des SPV de 3,5% et versement de la prestation de fidélité au bout de 15 ans au lieu de 20 ans ;
 - la poursuite de l'engagement cadencé ;
 - etc...

L'enjeu majeur réside dans la capacité de l'établissement public à rester vigilant en matière de gestion du budget des ressources humaines.

En 2023, l'augmentation des charges de personnels permanents devrait s'établir autour de +5,64 % par rapport au BP 2022.

En 2023, l'augmentation des charges des indemnités versées aux SPV devrait s'établir autour de +8,76% par rapport au BP 2022.

Soit une augmentation du chapitre 012 de +9,95 % par rapport au BP 2022 et de + 3,11 % par rapport au budgété, à hauteur de 36,943 M€.

Les charges financières d'intérêts de la dette sont évaluées autour de 0,339 M€ pour 2023 (contre 0,295 M€ au BP 2022) en raison de la hausse des taux d'intérêts.

Enfin, la dotation aux amortissements pourrait évoluer pour atteindre 7,350 M€ en 2023 (+0,432 M€ par rapport à 2022). Toutefois cette augmentation est en partie compensée par les reprises des subventions d'investissement inscrites au compte de résultat. Ainsi la charge nette de la dotation aux amortissements serait de 5,925 M€, en 2023, stable par rapport au BP 2022.

Compte tenu de ces éléments et malgré l'évolution positive des contributions du bloc communal pour 2023, la contribution du Département reste le facteur déterminant pour assurer l'équilibre budgétaire.

Au regard des données prévisionnelles des ressources et des charges du SDIS pour l'exercice 2023, la contribution départementale pourrait s'élever à **38,502 M€**, soit +6,02 % par rapport au BP 2022 et + 2,69 % par rapport au budgété.

2. Section d'investissement

L'inscription au titre du FCTVA devrait connaître une diminution, notamment en raison de l'absence de livraison des véhicules commandés, et pourrait s'établir autour de 0,900 M€ (contre 1,440 M€ en 2022). Les cessions de matériels atteindraient environ 0,070 M€.

La Dotation aux AMortissements (DAM) est estimée à 7,350 M€ en 2023.

L'annuité de la dette évoluerait par rapport à 2022, pour s'établir à 2,473 M€ au 1^{er} janvier 2023 (hors nouvel emprunt).

Malgré un contexte économique vraisemblablement encore chaotique en 2023, les objectifs de l'établissement public, suite aux résultats de l'audit mené par le cabinet Klopfer et aux préconisations qui en découlent sont les suivants :

- dans une logique générale d'investissements maîtrisés, poursuivre une trajectoire d'endettement permettant de conserver des marges de manœuvres sur le moyen – long terme ;
- poursuivre la politique d'investissements par autorisations de programmes devant permettre une meilleure visibilité et lisibilité de ceux-ci et le développement du plan pluriannuel d'investissement du SDIS. En 2023, 4 nouvelles autorisations de programme devraient être ouvertes :
 - o plan de rénovation du patrimoine bâti du SDIS ;
 - o plan de restructuration des CIS ;
 - o plan d'acquisition de mobiliers dans l'ensemble des sites du SDIS ;
 - o renouvellement des caméras feux de forêts.

En 2023, en investissement comme en fonctionnement, la hausse de presque toutes les matières premières va se poursuivre, et les pénuries de biens manufacturés vont également persister. Ces deux facteurs combinés auront des conséquences sur l'exécution des marchés, particulièrement pour les commandes de matériels roulants (manques de pièces), non roulants, ainsi que pour les marchés dans le domaine du bâtiment. Des retards dans les livraisons de divers matériels, couplés à des augmentations de prix sont d'ores et déjà à prévoir, malgré les anticipations effectuées par les services dans ces domaines.

L'ensemble de ces éléments impactera sans doute les dates de réception des matériels commandés, leur intégration dans l'actif du SDIS.

Autre conséquence des retards de livraison des matériels roulants et non roulants ainsi que des délais de mise en chantier dans le domaine bâtiminaire : le maintien en service d'équipements sur des durées de plus en plus longues et les retards ont pour conséquence une augmentation supplémentaire des charges de fonctionnement en raison des nécessaires réparations à entreprendre sur des matériels et des bâtiments vieillissants.

Pour exemple, des véhicules sont attendus par le SDIS depuis plus de 18 mois et ne sont toujours pas réceptionnés.

Dans la perspective de la poursuite de l'amélioration continue et de la pérennisation de son patrimoine, le SDIS envisage des investissements d'un montant total d'environ 10,406 M€ (hors reports de 2022). Ce montant est en augmentation de 1,009 M€ par rapport au BP 2022 (9,397 M€).

Dans un contexte de faible visibilité lors de l'élaboration du budget 2022, plusieurs éléments contribuent à expliquer ces augmentations en 2023 :

- décalage de réalisation de travaux inscrits dans des opérations (exemples du CFIS pour 0,309 M€, du CTA CODIS pour 0,641 M€), entraînant la libération de ces crédits de paiement en 2022 ;
- nécessité de réévaluer les crédits de paiement 2023 compte tenu des augmentations exposées ci-dessus (en particulier le programme d'équipement de matériels d'incendie et de secours non roulant et l'ensemble des travaux de rénovation des bâtiments du SDIS) ;
- inscription de crédits de paiement importants en 2023, compte tenu du basculement d'actions en autorisations de programmes (travaux au sein des CIS par exemple) ;
- etc...

Les crédits de paiement atteindront 92,08% (contre 84,99% en 2022) du total des crédits d'investissement en 2023, soit 9,582 M€ sur 10,406 M€ de dépenses réelles d'investissement.

➤ Ces autorisations, à hauteur de 9,582 M€ de crédits de paiement en 2022, seront réparties en :

- 5,730 M€ au titre du plan pluriannuel d'acquisition des véhicules ;
- 0,239 M€ au titre de la dotation du SDIS en matériels et mobiliers ;
- 1,143 M€ au titre du plan pluriannuel d'équipements et de matériels d'incendie et de secours non roulants ;
- 0,774 M€ au titre du CTA-CODIS ;
- 0,456 M€ au titre du centre de formation du SDIS (CFIS) ;
- 0,165 M€ au titre du numérique opérationnel ;
- 0,186 M€ au titre des équipements informatiques de bureau ;
- 0,468 M€ au titre des caméras feux de forêts ;
- 0,300 M€ au titre de la rénovation du patrimoine bâti du SDIS ;
- 0,120 M€ au titre des restructurations de CIS.

Le financement de l'ensemble de ces actions n'apparaît pas soutenable sur le court terme par le SDIS sans l'appui financier de partenaires extérieurs.

Le cabinet Klopfer a préconisé une intervention du Département à hauteur de 2 M€ par an destinés à soutenir les acquisitions de matériels roulants d'incendie et de secours. En 2023, le Département abondera cette opération à hauteur de 1 M€.

Par ailleurs, le Département devrait participer au plan de rénovations, restructurations et constructions des CIS.

En outre, le SDIS recherchera des concours financiers via les fonds européens et régionaux dans le cadre du plan de renouvellement des caméras feux de forêts (en lien avec le SDIS33), ainsi que la mobilisation des fonds d'Etat, dans le cadre du programme de soutien à l'investissement des SDIS annoncé par le Gouvernement à hauteur de 100 M€ suite aux incendies de l'été 2022.

Concernant le dossier Réseau Radio du Futur, sur lequel le SDIS 17 devra basculer dès la fin 2024 en tant qu'expérimentateur, de nombreuses incertitudes pèsent tant sur les modalités de mise en place de ce réseau que sur les volumes financiers à y accorder, en investissement comme en fonctionnement.

De ce fait, malgré l'enjeu crucial de ce dossier qui prend la suite du réseau ANTARES dans la communication en termes de sécurité civile et publique, aucun crédit ne peut être à ce jour positionné, dans l'attente d'informations complémentaires de la part de l'Agence Nationale de la Sécurité Civile (ANSC).

B) Budget annexe

Le budget annexe relatif à l'activité de surveillance des zones de baignade répond aux objectifs fixés et aux dispositions prévues par les conventions conclues entre le SDIS et les collectivités.

Il se poursuivra donc en 2023. L'équilibre de ce budget, est assuré pour l'essentiel par la refacturation aux collectivités de la quasi intégralité des dépenses engagées par le SDIS.

Toutefois, une subvention d'équilibre d'un montant très inférieure à celle votée au budget primitif de 2022 sera prévue au budget principal (0,050 M€) pour couvrir les dépenses prises en charge par le SDIS.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'adopter le rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles du SDIS pour 2023.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Certifié, publié et exécutoire

le 15/12/2022

Pour le Président du Conseil d'administration

et par délégation,

Le Directeur départemental adjoint

Colonel Eric JOUANNE

Le Président du Conseil d'administration

Stéphane VILLAIN,

